

# « Le MR oublie les travailleurs »

CONCERTATION Olivier Valentin (Syndicat libéral) ne ménage pas les partis libéraux

► « Pour nous, le libéralisme est social. MR et VLD ont une conception différente. »

► « Un tax shift ?

Il n'y a pas de tax shift ! »

## ENTRETIEN

L'été a été animé par les escarmouches entre Marc Goblet (FGTB) et Marie-Hélène Ska (CSC). Olivier Valentin, secrétaire national du Syndicat libéral, est, lui resté au balcon.

**Qu'avez-vous pensé de ces échanges d'amabilités ?**

*J'ai observé ça de l'extérieur. Je suis surtout content que ce soit aplani parce qu'il est important d'avoir un front commun syndical. Nous sommes complémentaires. C'est de là qu'on dégage notre force.*

**Vous aviez senti des tensions entre Marie-Hélène Ska et Marc Goblet ?**

*Non pas particulièrement. Les styles sont différents mais l'objectif est le même.*

**On dit souvent que la CSC ménage le CD&V ; vous, vous ménagez le MR ?**

*Nous n'avons pas de relations structurelles avec les partis libéraux. On a une racine philosophique similaire, qui est le libéralisme. Mais la manière avec laquelle le MR et le VLD appliquent le libéralisme aujourd'hui ne correspond à notre conception du libéralisme. Pour nous, le libéralisme est, par essence, social. Or, aujourd'hui, le MR et le VLD font la part trop belle aux employeurs, aux détenteurs de biens mobiliers ou immobiliers et ils oublient fortement le travailleur. Et on n'entend pas beaucoup qu'ils veulent faire quelque chose pour les plus faibles de notre société, c'est-à-dire les allocataires sociaux. Or, l'une des forces du libéralisme, c'est justement de protéger les plus faibles.*

**MR et VLD trahissent les valeurs du libéralisme ?**

*On n'a pas les mêmes conceptions du libéralisme.*

**Vos reproches sont les mêmes à l'égard des deux partis ?**

*Dans la gradation, le VLD est encore un peu plus éloigné de nous. C'est lié aux différences de champ politique entre la Flandre et la Wallonie. Si le MR veut développer son électorat, il doit aussi toucher les travailleurs. Nous, ce qu'on espère, c'est qu'on revienne à la véritable notion du libéralisme.*

**Ce que ne fait pas le tax shift ?**

*Ah le tax shift, c'est un coup dans l'eau. Ils sont passés complètement à côté. On avait des attentes en termes d'équité, de justice sociale et fiscale et aujourd'hui, l'impression principale,*

*c'est une déconsidération des revenus du travail. On a, en permanence, cette volonté de taxer plus lourdement les revenus du travail*

*que ceux de biens mobiliers ou immobiliers. Exemple : on est restés à une taxation des plus-values mobilières égale à zéro ! Et là, on fait figure d'exception mondiale puisque même aux Etats-Unis, il y a une taxation des plus-values mobilières. C'est vraiment frappant. Et c'est pour ça qu'on dit que c'est une occasion manquée. D'ailleurs, on utilise à tort la terminologie "tax shift".*

**Pourquoi ?**

*Il n'y a pas de tax shift. Ce sont simplement des mesures budgétaires, fiscales ou parafiscales.*

*Dans notre esprit, tax shift, cela voulait dire que la taxation de tous les types de revenus serait globalisée. C'est autre chose que la taxation sur la fortune.*

*Nous, on n'est pas dans la discussion "c'est bien ou c'est pas bien d'être riche", on ne porte pas de jugement de valeur sur le fait de posséder des choses. Quel que soit le type de revenus, du travail, mobilier, immobilier, il n'y a pas de raison de les considérer de manière différente.*

**Le tax shift, c'est aussi la baisse des cotisations sociales...**

*C'est une mauvaise mesure parce qu'elle est linéaire, qu'elle n'est pas ciblée sur les secteurs et entreprises qui en ont réellement besoin. Et parce qu'elle n'est pas conditionnée à la création d'emploi, c'est donc un chèque en blanc aux entreprises. On pouvait être créatif et conditionner ça à la création d'emplois, en confiant aux secteurs ou aux entreprises le soin de dire comment ils allaient utiliser cette mesure pour créer de l'emploi. Un appel à la responsabilisation et la responsabilité des partenaires sociaux au niveau des entreprises. Au lieu d'un chèque en blanc qui, peut-être, dans certaines entreprises, se traduira par des créations d'emplois.*

**Vous craignez que certains patrons ne jouent pas le jeu ?**

*Oui ! Il y a des entreprises qui n'avaient pas spécialement besoin de cette réduction de cotisations. Et où celle-ci va-t-elle aller ? Elle va partir en dividendes, en rémunération du capital ou en rémunération des dirigeants.*

**Bref, il n'y a rien de bon dans le tax shift ?**

*On est terriblement déçus. D'autant que le gouvernement avait créé une attente.*

**C'est bon pour vous, ça va vous aider à mobiliser pour la manifestation du 7 octobre !**

*On voudrait ne pas avoir à faire ça. On voudrait que le gouvernement tienne compte de la situation des travailleurs et des allocataires*

*sociaux, qu'il se rende compte que c'est difficile pour eux, que ce n'est pas chez eux qu'il faut aller chercher l'effort. Mais le gouvernement n'entend pas et ne comprend pas. ■*

Propos recueillis par  
VÉRONIQUE LAMQUIN

## burn-out « Il va devenir une priorité »

### Quelles priorités fixez-vous au Groupe des Dix ?

*On doit d'abord travailler sur la notion de travail convenable, ou faisable. Il faut voir comment on peut faire en sorte que les personnes âgées restent plus longtemps au travail. De manière volontaire, dans de bonnes conditions. Mais, dans ce débat, il ne faut pas regarder que la situation des travailleurs âgés mais aussi anticiper sur les générations qui vont arriver après.*

### Que voulez-vous dire ?

*On a augmenté la productivité jusqu'à un niveau qui est aujourd'hui le maximum de ce qui est supportable. C'est aujourd'hui très difficile pour les travailleurs âgés. Mais ça le sera encore plus pour les travailleurs âgés de demain, qui auront connu cette augmentation de productivité sur une longue période de leur carrière. Il va donc y avoir des générations encore plus usées*

*sur le marché du travail. La lutte contre le stress au travail, le burn-out va devenir la priorité. Tant les entreprises que les organisations syndicales ne pourront pas faire comme si ce problème n'existait pas.*

### Et que proposez-vous ?

*Il faut changer le type de management. On ne peut plus faire du management agressif. Je ne dis pas que c'est le cas dans toutes les entreprises, mais il y en a où c'est le cas. Le management par le stress ou le harcèlement, cela doit complètement disparaître, cela doit être beaucoup plus sanctionné. Et il faut réduire la pression sur le travail.*

### Comment ?

*Chaque entreprise doit trouver, en concertation avec les organisations syndicales, les solutions qui lui sont le plus adaptées. Il est important d'adapter le travail à l'homme. C'est*

*une très vieille revendication mais elle est essentielle par rapport au stress et au burn-out.*

### Il faut réduire le temps de travail comme le propose la FGTB ?

*De manière individuelle. Le faire de manière collective, c'est prendre le risque d'augmenter la productivité. Or, on l'a portée à son maximum. Il faut faire attention de ne pas encore l'augmenter, sinon on va augmenter le mal-être au travail, le stress, le burn-out.*

### D'autres dossiers pour le Groupe des Dix ?

*Quand on crée de l'emploi pour les jeunes, ça doit être un emploi de qualité, c'est-à-dire avec un contrat à durée indéterminée. Or, trop souvent, on a des intérimaires structurels, des contrats à durée déterminée. ■*

Propos recueillis par  
V.La.

### Syndicat libéral cherche patron

Olivier Valentin fêtera la semaine prochaine son 23<sup>e</sup> anniversaire de présence au Syndicat libéral (293.000 affiliés). Il y est entré comme juriste au service d'études, c'était son premier boulot. En janvier 2014, il a été désigné comme Secrétaire national, en remplacement de Bernard Noël. Et il n'entend pas briguer le poste de président national, que Jan Vercamst quittera à l'automne.

V.La.